



HAL
open science

Porter un autre regard sur l'exploitation, le projet de l'éleveur et son environnement avec la notion de "durabilité sociale"

Jacques Godet, Gabrielle Sicard, Sylvie Cournut, Yves Cariou, Jacques Lasseur, Gérard Servièrè

► To cite this version:

Jacques Godet, Gabrielle Sicard, Sylvie Cournut, Yves Cariou, Jacques Lasseur, et al.. Porter un autre regard sur l'exploitation, le projet de l'éleveur et son environnement avec la notion de "durabilité sociale". Institut de l'élevage, 25 p., 2017. hal-03672207

HAL Id: hal-03672207

<https://isara.hal.science/hal-03672207>

Submitted on 19 May 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Porter un autre regard
sur l'exploitation, le projet de l'éleveur
et son environnement
avec la notion de "**DURABILITÉ SOCIALE**"



Introduction

Ce livrable du projet Cas Dar SOCIEL illustre, par un exemple concret, comment l'analyse systémique d'un entretien avec l'éleveur permet d'évaluer la durabilité sociale en élevage.

Cette approche vise à comprendre, à travers des témoignages spontanés, et les attitudes et expériences qu'ils révèlent, les cohérences mais aussi les tensions et les arrangements, ou les combinaisons, entre les objectifs de l'éleveur et ce qu'il a entrepris, ses projets [\(1\)](#).

OBJECTIFS DE CE DOCUMENT

La démarche a pour objet de sensibiliser les conseillers et les formateurs impliqués dans **l'accompagnement de projets** et le suivi d'exploitation, à **cette dimension sociale de la durabilité**, moins abordée que les dimensions économique ou environnementale et souvent mise en arrière-plan. Ce document s'adresse aussi aux enseignants et étudiants concernés par ce secteur professionnel.

Cette dimension sociale est pourtant inévitable et beaucoup plus qu'un simple cadre ou contexte. Elle conditionne et explique nombre des choix faits par l'éleveur et les résultats obtenus. Cet aspect peut être crucial lorsqu'il s'agit, par exemple, d'installation, de passage en société ou de conversion du système.

La construction de cette démarche s'est faite en **interdisciplinarité** (sciences sociales, zootechnie, pédagogie...). Elle prend en compte le fait que la durabilité sociale revêt différents aspects selon les lieux, les systèmes, les situations de chacun. C'est aussi une affaire de **représentations**, d'où l'importance d'une approche non-directive et globale, qui s'affranchisse du biais des modèles agricoles.

On peut s'inspirer des méthodes utilisées en sciences sociales pour proposer un cadre d'actions et de réflexion appropriable par des animateurs.

► **Nous les avons confrontées à nos propres expertises et avons ainsi dégagé 4 échelles d'analyse (individu, système, filière et territoire) et 6 critères issus de la littérature de référence. Ces critères serviront à caractériser une situation en termes de durabilité sociale.**

Avant de les détailler, il faut avoir en tête qu'appliquer la démarche nécessite :

- **une maîtrise** – qu'on peut acquérir par de l'entraînement, une formation – de la conduite d'entretiens semi-directifs (entretiens ouverts, qualitatifs, différents des questionnaires fermés),
- **le temps suffisant** non seulement pour effectuer l'entretien, mais aussi pour le retranscrire et l'analyser en vue d'établir un diagnostic partagé avec l'éleveur

*Cette démarche n'est pas fondamentalement différente de la pratique de beaucoup d'animateurs ou conseillers, fondée sur l'empathie et le sens de la communication : elle la prolonge et l'optimise, en exigeant de **l'attention** et de la **rigueur**. Le but n'est pas pour autant "d'enfermer" l'éleveur dans une définition pseudo-scientifique et d'interpréter de façon réductrice ses paroles, ni de négliger les biais possibles d'une interview. Celle-ci obéit à des concours de circonstance et n'a en soi qu'une valeur relative mais précieuse, puisqu'expression spontanée – ou aussi spontanée que possible – d'attitudes, de savoirs et de pratiques, d'une logique de fonctionnement à un moment donné.*

Il s'agit de disposer d'une base de dialogue qui ne préjuge de rien mais qui permette une réflexion de concert, en jouant intelligemment de "l'effet-miroir".

CONSTRUCTION DE LA DÉMARCHE

« *Durabilité sociale* », « *développement socialement durable* », « *développement humain* »...

Le « 3^{ème} pilier » du développement durable n'est pas toujours facile à définir, tout en courant le risque de devenir un mot-valise.

Deux éléments à retenir :

- **D'abord, l'importance de ne pas négliger le social** dans des approches trop strictement centrées sur l'économie ou l'environnement ;
- **ensuite, l'enjeu même que constituent cette reconnaissance** et une définition opératoire, puisqu'une exploitation « soutenable » des ressources suppose un système adapté, une forme de gouvernance équilibrée, en bref de la cohésion sociale. L. Sébastien et C. Brodhag rappellent que le rapport Brundtland insiste sur cet aspect : ce qui est visé, c'est non seulement un état d'harmonie entre l'homme et la nature, mais aussi entre les êtres humains. Et si « Notre avenir à tous » (titre officiel) développe la notion d'équité entre générations, ce souci vaut, en toute logique, à l'intérieur d'une même génération. Pourtant, comme le soulignent ces auteurs, ces notions évoquées dès le lancement même du concept de développement durable, n'ont pas été aussi détaillées que celles relatives à une croissance raisonnée ou une écologie « politique ». D'ailleurs, le rapport Brundtland ne précise pas en quoi consiste « l'amélioration de l'organisation sociale » (1).

Pour autant, cette question est récurrente, et si diverse que soit la littérature à ce sujet, elle fournit des éclairages assez précis pour constituer une grille d'analyse. Nous ne prétendons pas l'avoir épuisée. Nous nous sommes simplement appuyés sur des auteurs dont le mérite est de rappeler quelques fondamentaux. Comme mentionné dans le texte, il s'agit aussi bien de ces spécialistes du fait social que sont les sociologues, que de ressortissants d'autres disciplines, amenés à s'interroger sur les limites de l'économie classique ou d'une approche « éco-centrée ». Leur but n'est d'ailleurs pas d'en rajouter dans la querelle d'experts, mais de souligner que le social n'est pas une « externalité » ou un décor passif, pas plus que la résultante d'un ordre naturel ou encore une boîte noire au fonctionnement abstrait. Sur le fond, ils rappellent que les transactions économiques ne sont qu'une catégorie particulière des faits sociaux – **Polanyi**, inspirateur de ces « courants hétérodoxes », parlait de « l'enchâssement de l'économie dans le social » (2) ; et que la notion même d'environnement relève d'une construction sociale. Plus concrètement, ils mettent en avant les déterminants (communautaires, éducatifs ou politiques) dont nous avons tiré nos 6 critères explicatifs. On en dira quelques mots pour les lecteurs tentés d'approfondir ou consulter les sources.

Développement et capital humain

Au-delà du débat d'idées entre savants ou théoriciens, on doit souligner que cette mise en évidence du social comme facteur de durabilité s'est vue activée par les impasses auxquelles aboutissaient nos modes d'exploitation et de consommation, et politiques sous-jacentes.

C'est en particulier la critique, au tournant des années 80, des politiques et indicateurs de développement, au vu de l'insuffisance des approches prônées par les institutions de Bretton Woods (FMI-Banque Mondiale) (3) : réduire le développement à la croissance est une conception étriquée et une source de malentendus sérieux (sans parler du fait que le concept de croissance pose la question de ses limites, comme l'exprimait déjà en son temps le rapport Meadows). C'est à **Amartya Sen**, dont on reparle ci-dessous, qu'on doit la mise au point d'un Indice composite qui classe les pays du monde en intégrant le revenu par tête, l'espérance de vie et l'alphabétisation. Un « Indicateur de Développement Humain » plus expressif que le PIB. Ont ensuite émergé l'IPH, le BNB et autres HIP (4), dont aucun n'est parfait mais dont l'intérêt est qu'ils relativisent les points de vue, permettent une approche comparative, interculturelle, et mettent en évidence le rôle des représentations. Qu'on ait du « social » une lecture morale ou fonctionnelle, on voit son importance en termes opératoires : sécurisation, émulation, coopération, transmission d'informations, biens, droits et savoirs, cadre éducatif et institutionnel... On ne doit pas oublier que le social – ou ce que les ethnologues entendent aussi par « culture » – génère des pratiques autant que des représentations, est une question de devoirs, de pouvoirs et d'usages autant que de mœurs et de normes d'un cadre politique et réglementaire. Sen lui-même, s'il fait de l'économie « une science morale », montre que la reconnaissance multidimensionnelle des comportements est plus opérante que s'en tenir à la seule – et soi-disant – rationalité de l'individu poursuivant son propre intérêt (5).

Les ethnologues ont depuis longtemps disséqué en quoi les liens et échanges sont constitutifs des organisations sociales et pointé le fait que l'échange marchand n'est qu'une modalité parmi d'autres, à resituer dans une logique générale de réciprocité (pas forcément symétrique, bien au contraire, mais créatrice « d'obligations » ou d'arrangements, de « conventions »). Depuis Marcel Mauss, cette théorie du don et contre-don a maintes fois été revisitée mais conserve sa pertinence, plus que jamais si on l'applique aux sociétés et organisations paysannes, comme le montre **Eric Sabourin** (6).

En lien avec cette critique du développement au tournant des années 80, on notera :

- la promotion des approches dites participatives, dans un cadre de plus en plus décentralisé et prônant le développement local comme antidote aux méthodes « descendantes » ; que ce courant ne soit pas exempt d'ambiguïtés, n'empêche pas qu'il reflète une quête de (bonne) « gouvernance ». Il pose aussi la question du « genre » - la place des femmes - et des différences sociales ;
- le passage d'une gestion effective des ressources (i.e. dans un cadre traditionnel, communal ou domestique) à la gestion dite intentionnelle, c'est-à-dire nécessitant des concertations de plus en plus étendues et complexes. Les problèmes d'environnement, de gestion des risques, d'aménagement du territoire et d'occupation des sols, ont activé, avec plus ou moins de bonheur, ce « dialogue territorial » et les tentatives de mise en rapport des « parties prenantes » dans le cadre de l'action publique. Ils ont pu justifier d'une véritable ingénierie sociale, mobilisant élus, animateurs de terrain ou consultants spécialisés (7).

Autant d'aspects qui en réfèrent au fait que, derrière le développement, s'est vite profilé le phénomène dit de mondialisation. Il fait l'objet d'analyses constatant la rupture ou les mutations des ordres traditionnels et le surgissement de nouvelles entités – réseaux, firmes, associations, métropoles... ; la restructuration des équilibres politiques et financiers, la remise en cause de l'Etat ; le risque d'uniformisation ou de clash des civilisations, ou l'émergence de syncrétismes; les disparités croissantes entre pays, et au sein même de chaque pays ; la fracture ou révolution numérique, une nouvelle « géographie de la violence » (8) et bien d'autres bouleversements. Il est significatif qu'ils soient corollaires d'une tendance générale à la décentralisation et à la réhabilitation du « territoire » comme champ d'intervention - processus à géométrie variable, et qui concourt lui aussi aux interrogations identitaires et sociétales. Et qui interpelle sur le rôle de l'agriculteur comme « paysan » - acteur social au statut incertain dans des espaces très divers, mais dont la caractéristique commune serait d'être « périphériques ».

Le Développement en tant qu'expression des capacités

C'est ce contexte qui rend l'approche d'**Amartya Sen** intéressante. Rappelons que Sen, né en 1933 au Bengale, est un penseur indien confronté depuis son enfance aux problèmes économiques et sociaux de l'une des plus grandes démocraties du monde. Disparités, ambivalences et paradoxes y font florès. L'un de ses premiers travaux sera de montrer que la famine n'est pas affaire de fatalité tout en ne s'expliquant pas par le seul dénuement : c'est une question basique de cohésion sociale, d'éducation et de responsabilité politique – de « capacités d'accès à ce qui est nécessaire », et l'absence de ces capacités empêche les gens de se procurer de la nourriture alors que les greniers sont pleins. D'où l'enjeu d'élargir ce qu'il appelle « la base informationnelle » de l'action humaine. « Le développement peut être considéré comme le processus par lequel les libertés réelles des personnes s'accroissent » (9).

A l'instar d'autres chercheurs, Sen s'interroge sur les possibilités d'appropriation par les populations, de leur choix de vie. Sa théorie est un peu une fusée à 3 étages :

- avec comme socle l'accès (accessibility) aux services et ressources,
- l'épanouissement, sur cette base, de l'acteur social, le déploiement de ses potentialités, l'exercice de ses capacités, la saisie qu'il fait des opportunités, les combinaisons qui s'ensuivent. Il y a conversion des ressources en fonctionnements (functioning), optimisation d'un processus de réalisation, « d'habilitation » au sens plein du terme (ce que traduisent les termes de « capability » ou « d'entitlement » dont Sen fait usage).
- Cela pose la question de la distribution, aussi équitable que possible, de ces capacités, d'un système social qui optimise ces processus et soit structuré par eux : d'où cette notion d'équité ou de justice sociale (equity), entendues comme une dimension collective équilibrée, et surtout la possibilité du partage et de la transmission entre acteurs et d'une génération à l'autre.

Les termes, difficiles à traduire avec justesse, sont à replacer dans un contexte « tiers-mondiste » autant que dans le vocabulaire de la philosophie morale. Ils n'en sont pas moins éclairants et parfaitement transposables. Il n'est que voir la façon dont les agriculteurs relatent leur parcours, témoignent de leur trajectoires, font le bilan de leurs réussites comme de leurs échecs, des compromis trouvés ou des contraintes contournées ou subies. C'est en ce sens que Sen parle des « capacités », « ce qui rend capable de », comme de libertés substantielles.

Sen a bien des émules et des commentateurs, qui ont pu discuter des applications possibles de sa pensée ou du militantisme de celle-ci, ou encore proposer des typologies plus ou moins précises de « capacités » : par exemple, Martha Nussbaum et Ingrid Robeyns (spécialistes des approches « genre ») (10), ou en France, les chercheurs du C3ED... Nous renvoyons aux articles de ces derniers sans rentrer plus avant dans l'exégèse de ces travaux (11). Nombre d'études de terrain confirment le rôle majeur du capital humain – pas seulement social au sens strict, mais incluant des facteurs tels qu'éducation ou santé, - comme assise du développement trop souvent oubliée par les politiques « d'ajustement structurel ».

L'approche sociologique

Les éléments valorisés par un penseur du développement comme A. Sen ne sont pas très éloignés de ce qu'a pu dire en son temps la psycho-sociologie, avec la célèbre **pyramide de Maslow** partant de la satisfaction des besoins primaires pour culminer au degré optimal de « réalisation sociale » ; ou encore la sociologie de **Pierre Bourdieu**, attachée à la notion de capital social comme faisant partie des déterminants ou discriminants majeurs. Une évidence dans les pays dits en développement, parfois jugée contradictoire avec l'esprit d'entreprise « à l'occidentale » car subordonnant tout au respect des obligations sociales.

D'autres chercheurs abordent le sujet de la cohésion sociale, du fonctionnement des liens sociaux comme indicateur de durabilité, en pointant la nécessité d'une définition fonctionnelle si on veut sortir des stéréotypes. En effet, tout le monde s'accorde à penser qu'intégration ou cohésion sociales sont « par nature » de puissants facteurs de développement : mais encore faut-il comprendre cette « physique sociale » (comme disait Durkheim quand il expliquait le suicide par l'anomie – posant ainsi les règles de la méthode sociologique). Qui plus est, il y a des degrés et modalités d'intégration à prendre en compte avant de faire automatiquement de celle-ci un critère de durabilité : c'est ce que **Jean-Marc Callois** fait observer dans son article sur « les relations sociales comme frein ou moteur de la durabilité » ([12](#)).

Au passage, il remarque qu'il n'y a pas toujours synergie entre les 3 piliers du développement durable : le modèle breton en agriculture était durable sur le plan social (forte employabilité), d'une réussite mitigée sur le plan économique et nocif sur le plan environnemental. Une société est composite et c'est parfois dans ses clivages, avec l'émergence de leaderships, ou dans la fonction régulatrice de ses institutions, que réside, paradoxalement, la capacité d'action collective. Une représentation stylisée pourrait classer en positif, sur le plan des relations sociales, la transmission d'informations utiles, les situations d'interconnaissance, l'internalisation des intérêts du groupe (normes et contrôle social, s'ils se traduisent par une solidarité organique, rendent ainsi efficaces le crédit, la gestion du risque, la conscience environnementale, le respect des règles...); en négatif, les effets de collusion et d'exclusion (un groupe tire les marrons du feu au détriment des autres), le manque d'incitations et à terme d'adaptabilité... D'où, souvent, une certaine ambivalence (par exemple, le système agraire des Monts du Lyonnais, très fortement coopératif, permet le maintien d'une agriculture à la fois intensive et familiale, éminemment « sociale » autant que « productive », en bref, reproductible, mais à condition que chacun se conforme au modèle) ([13](#)).

Callois voit la relation sociale comme un compromis. Les réseaux trop cohésifs sont stabilisateurs mais fermés ; ceux ouverts sur le monde, mais avec une base délitée, risquent de s'étioler. Il s'inspire des travaux de la sociologie économique (**M. Granovetter**) ou de l'histoire du développement (**F. Fukuyama**) ([14](#)) pour constater qu'en termes de durabilité sociale, les résultats optimaux se trouvent au niveau des situations intermédiaires, qui concilient ancrage social et capacité de renouvellement. Granovetter parle ainsi de « la force des liens faibles », Fukuyama d'un « rayon de confiance » conditionné par l'équilibre entre sociabilité locale, liens extérieurs et dispositifs d'intermédiation. Sur cette base, Callois a pu comparer des « réussites » inégales de territoires – entre la Combrailles ou le Pays de St-Flour, cohésifs mais enclavés, une Beauce dynamique mais « vide d'hommes » (des entrepreneurs individuels mais pas de communautés), un Forez ou bassin de Dinan correspondant mieux à l'idéal-type du développement, avec des processus de concertation internes/externes actifs.

Ce concept de « rayon de confiance » reste un peu flou, mais nos interviews reflètent bien les oscillations des exploitants entre plusieurs formes de réseaux sociaux, leurs multi-appartenances ou le relayage des formes classiques de sociabilité par des institutions ou services, y compris via le numérique. La notion de confiance est aussi à relativiser, c'est une façon de dire que l'obtention de liens ou d'informations peut se faire autrement qu'au sein du giron domestique ou du voisinage – et même, si l'on y réfléchit en invoquant derechef l'anthropologie et sa théorie des systèmes de parenté et d'alliance, doit se faire autrement (exogamie oblige) !

Mais cette extension (ou substitution) de l'espace social est parfois difficile à qualifier, avec l'interférence croissante, subie ou désirée, d'interlocuteurs nouveaux, mais aussi de sources d'informations virtuelles et « d'actants » de toute sorte. On fait ici référence à **la sociologie de la traduction** (dite encore théorie de l'acteur-réseau), promue par **Latour et Callon**. Elle se méfie d'une interprétation fonctionnaliste des sociétés : les adaptations ou réactions des acteurs sociaux sont conditionnées par des processus d'interactions plus ou moins fortuits au sein de réseaux associant, à côté des humains, des « actants », certains doués d'intelligence, comme les animaux, d'autres qui en sont dépourvus tout en ayant une incidence réelle (et susceptibles, d'ailleurs, d'être dotés de capacités réactives : équipements, appareils... Le « village global » = 7 milliards d'humains mais aussi 1,5 milliard de bestiaux, 400 millions de chiens « meilleurs amis de l'homme », 2.5 milliards d'ordinateurs privés et 1 milliard d'automobiles !). Si on transpose à notre champ d'investigation, il faut donc voir dans la vie d'un exploitant ce que pèsent aussi ses vaches laitières ou ses poulets aussi bien que les « cadeaux empoisonnés » de l'agrofourmiture et de l'informatique. Un bon exemple d'une application de cette « sociologie de la traduction » à l'élevage se trouve dans les travaux sur le « farm management process », « farm enterprises as self-organizing systems » (15).

La sociologie rurale, quant à elle, aborde par définition ce thème de la durabilité sociale : il est impossible de citer in extenso les ouvrages susceptibles de s'inscrire en références tant la gamme est large depuis « la fin des paysans » d'**Henri Mendras** à « l'héritage refusé » de **D. Champagné** ou « le village retrouvé » de **P. Dibié**.

Mentionnons l'approche par les « **farming styles** » initiée par **J-D. van der Ploeg** et **Monica Commandeur** : l'idée qu'en réaction aux incitations du marché, le mélange de stratégies et d'attitudes développé par les éleveurs puisse se classer en groupes constituant autant de « cultures d'entreprise », de « logiques productives » distinctes et ressenties telles par les intéressés (16). Et celle du **GERDAL**, sur les réseaux de pairs – le « groupe professionnel local »-(GPL), analysant le lien entre les formes de réseaux et la production et la transformation des normes qui encadrent l'activité, intégrant aussi le rôle médiateur du « GPL » par rapport au savoir des experts, et montrant comment les agriculteurs s'adaptent à des situations de « multi-appartenance » (17).

Plus récemment, mais sans oublier celles, prémonitoires, de **M. Salmona**, des études analysent la durabilité sociale de l'élevage au travers du malaise paysan et des souffrances qu'il génère ; ou des risques de disqualification professionnelle et sociale des éleveurs (18); ou encore de l'acceptabilité sociale des systèmes (perception du public), en lien aussi avec l'évolution du métier, les effets de la « rurbanisation » et, bien sûr, le thème, éminemment sociétal, du bien-être animal (19).

Réseaux d'échanges, partenariats institués, production mutuelle de connaissances, mutations de la société, capacité d'adaptation et donc durabilité, capacité de se transformer pour durer, autant d'éléments qui se retrouvent dans l'approche par les capacités comme dans celle traitant de la cohésion sociale. Deux notions supplémentaires en émergent :

- **les formes de « gouvernance »** : encore un « must » de la littérature du développement, mais il se comprend si l'on admet que, depuis le tournant des années 80, globalisation et décentralisation sont liées (en écho, on l'a vu, à l'émergence du développement durable aussi bien que des « approches participatives » ou de la « gestion concertée ») : effacement des frontières entre public et privé, substitution partielle de la coordination au contrôle étatique, débat sur la démocratie, etc. C'est un sujet auquel renvoie l'histoire de la profession agricole, de la professionnalisation des paysans avec ses enjeux de modernisation et d'exclusion, de cogestion du développement avec les pouvoirs publics et d'intégration aux filières ; et, maintenant, de place à trouver dans le « dialogue territorial »... tout en s'ajustant aux contraintes réglementaires. On peut d'ailleurs s'interroger, à la suite du philosophe **F. Vallaeys**, sur la distinction entre gouvernance et gouvernement : par exemple, pour en référer à nos terrains, duquel relève un système intégré comme celui des poulets de Loué, où la réussite économique fait admettre une certaine perte d'autonomie (20) ?
- **l'innovation sociale**, assimilée à un « sésame » en matière de développement : elle est souvent mise en rapport avec la problématique des « régions qui gagnent », « systèmes productifs locaux » et autres « clusters » ou « districts industriels » caractérisés par leur résilience et leur adaptabilité grâce à leurs propriétés sociales (formidable foyer d'apprentissage mutuel). Elle est en tout cas en lien avec « l'ambiance » d'un territoire et sa dynamique culturelle (au sens anthropologique du terme, comme l'entendent **C. Parra** et **F. Moolaert** dans leur article « La nature de la durabilité sociale : vers une lecture socioculturelle du développement territorial durable » (21). On recroise ici le concept de « rayon de confiance », d'équilibrage entre ancrage local et capacité d'accueil : dans un article ancien mais qui n'a pas pris une ride, **Giorgio Osti** montre l'importance des « alliances objectives » entre entrepreneurs locaux, forts de leur enracinement et outsiders pleins d'initiatives et conscients des opportunités (22). L'innovation est invoquée ou convoquée par les pouvoirs publics dès lors qu'il s'agit de justifier une logique de développement « par projets » plutôt que « par guichet » et d'attribuer un rôle de laboratoire tant au secteur associatif qu'aux entreprises et collectivités. L'incitation aux groupements d'intérêt économique et environnemental (GIEE) en est un exemple dans le domaine agricole. Dans un article stimulant, **S. Petit** nous dresse l'état de la question (23).

Ces derniers exemples font écho aux thèses, déjà évoquées, de **la sociologie économique** ou des **économistes hétérodoxes** (en réaction au dogme de l'homo oeconomicus). On pourrait allonger indéfiniment leur liste avec celles des « coûts de transaction » (Williamson), « des arrangements institutionnels » et autres « théories de la régulation » (**Boyer, Aglietta, Lipietz**) - ou encore le thème des biens communs et de leur gestion publique par **Elinor Ostrom**. Cette diversité montre surtout que l'intérêt pour une entrée « sociale » de la durabilité n'est ni gratuit ni fortuit.

Pour autant, il nous paraît suffisant de ne retenir que quelques-uns des indicateurs possibles, ceux les plus expressément en résonance avec ce que nous renvoie le terrain, ce que nous pouvons retrouver dans les « récits de vie » de nos interviewés. Soit les conditions de démarrage (ce qui leur était accessible), l'épanouissement des capacités, du potentiel, le partage et la transmission, les relations familiales et sociales (professionnelles ou extra-professionnelles), le rapport à l'autorité, aux normes, aux appareils, le sens qu'il donne à son projet, sa vocation. Les notions évoquées par les différents auteurs que nous avons cités (sans prétendre être exhaustifs !) s'y retrouvent directement ou de façon transversale.

LES SIX CRITÈRES DE DURABILITÉ SOCIALE

En synthétisant ces différents concepts, le groupe de travail a retenu 6 critères simplifiés et adaptés à notre objet d'étude.

Critère 1

Les conditions de base

C'est la description du "terreau", de "l'ambiance sociale" dans laquelle se situe l'éleveur et ce à quoi il a accès, ce qui peut constituer un capital de départ en matière de ressources, de services et d'appuis - ou un manque à ce niveau !
(notion "d'accessibilité" chez A. Sen)

Critère 2

Le développement des compétences, savoirs et moyens d'action

Ce que l'éleveur a pu/su faire pour apprendre, se former, mobiliser des informations, acquérir des responsabilités et les processus d'acquisition (capacités effectives ou potentielles).
Comment il utilise ou fait "fructifier" son capital social... ou pas !
Comment il "fonctionne" par choix ou contrainte

Critère 3

L'épanouissement professionnel et personnel

Cela rejoint les valeurs de l'éleveur, ses motivations, la vocation de son projet

Critère 4

La mutualisation et le partage (ou pas)

Il indique la capacité de coopération entre les exploitations, au service d'un projet, d'une filière, d'un territoire, en s'interrogeant sur son impact sur les capacités d'agir des générations futures (notions "d'équité" et de transmissibilité chez A. Sen)

Critère 5

La place de l'éleveur dans la communauté locale

et aussi au sein de sa famille, ses voisins, ses relations et son intégration sociale

Critère 6

Le rapport aux normes et aux autorités

Et aussi à la réglementation, aux consignes..., la façon dont l'éleveur le vit, dont il s'y adapte ou pas, adhère ou se retrouve en marge (forte dimension sociale, par ex. les normes en matière de temps de travail, etc.)

Remarque : ces critères sont numérotés pour faciliter la lecture, mais il n'existe pas de hiérarchie entre eux.

LES TROIS ÉTAPES DE LA DÉMARCHE

ÉTAPE 1

Lecture de la retranscription



Après la retranscription d'un entretien réalisé avec un éleveur de porc de la Sarthe, le groupe a réalisé une analyse de contenu en **classant les verbatims dans les 6 critères indiqués page précédente et selon les 4 échelles d'analyse retenues :**

- individu,
- système,
- filière,
- territoire

(cf. résultat en Annexe 2).

ÉTAPE 2

Analyse de contenu

(verbatim et faits rapportés par l'enquêteur)



L'objectif est d'identifier tous les éléments qui se rapportent à un critère, même s'ils font ressortir des contrastes ou des oppositions. Loin d'être gênant, c'est un indicateur utile, qui permet de mieux comprendre la logique de fonctionnement de l'éleveur et ce qui structure tant sa pensée que ses actions.

Le fait qu'un même verbatim soit classé dans plusieurs critères ne pose pas de problème : il est fréquent qu'on exprime plusieurs choses à la fois, de façon plus ou moins consciente. Sans être un spécialiste de la sémantique, on sera attentif à cette ambivalence possible des mots et des phrases.

Quand cela a été possible, un résumé ou quelques mots clés ont été rédigés à la fin de chaque critère pour faire ressortir les éléments marquants.

ÉTAPE 3

Synthèse avec le profil de l'éleveur



L'étape 3 est un essai de synthèse, qui reprend ces éléments marquants et les facteurs de risque ou de fragilité repérés lors de la lecture du témoignage.

Cette synthèse est à partager avec l'éleveur, à la fois comme retour d'un regard extérieur et mise en discussion possible des pistes d'évolution.

Elle n'a donc rien d'un jugement et la rigueur de la méthode vaut surtout pour limiter les risques de malentendu ou d'interprétation hâtive : la synthèse est une reformulation provisoire à proposer pour poursuivre l'échange autant que de besoin. Elle n'est pas une réponse en soi, mais un support de discussion.

ILLUSTRATION DE LA DÉMARCHE À PARTIR D'UNE EXPLOITATION D'ÉLEVAGE

Etape 1 Retranscription du témoignage



L'éleveur : Jacques¹, installé en individuel sur la ferme familiale, également administrateur du groupement porc, de l'organisme Label Rouge et président de CUMA.

L'exploitation : 110 truies naisseur engraisseur en Label Rouge avec fabrication d'aliment à la ferme - 65 ha

| Nom | Age | Statut (associé, salarié, bénévole) | Situation familiale |
|----------|--------|-------------------------------------|---------------------|
| Jacques | 50 ans | Exploitant | Marié, 2 enfants |
| François | 51 ans | Salarié à temps partiel | |



Pouvez-vous me raconter votre histoire, me présenter votre parcours depuis l'installation ?

Jacques a rejoint ses parents en 1991 sur la ferme familiale qui comprenait un atelier bovin laitier, une porcherie d'engraissement et des surfaces de cultures. Il prend alors en charge l'atelier laitier qui "le branche" plus particulièrement. Deux ans plus tard, son frère, Romain, demande à rejoindre le GAEC. Faute de pouvoir développer le quota laitier, les associés décident pour permettre son installation, de développer l'élevage porcin qui passe à 140 truies naisseur engraisseur. Jacques cesse de suivre l'élevage laitier pour s'occuper du porc.

Après le départ des parents, les deux frères ont envisagé d'installer un tiers, mais le projet n'a pas abouti car "il aurait fallu des terres et du quota en plus pour que ce soit viable".

Le GAEC a été dissous en 2007, à l'initiative de Jacques. "Nous avons un vrai problème d'organisation du travail et peut-être d'entente. Chacun s'occupait de son élevage, sans prendre en considération les contraintes de l'autre. Par exemple, mon frère n'a jamais voulu me remplacer le week-end. Nous étions en GAEC sans en avoir les avantages (l'organisation du travail, la répartition des week-ends). Le travail de l'exploitation ne se réfléchissait pas en commun, mais chacun chez soi. Il y avait peu d'échanges".

"Le lien, c'était les parents", qui habitaient sur le siège d'exploitation [après leur départ et pendant quelques années, aucun des deux frères n'habite sur place]. A leur départ l'organisation du travail n'a pas été repensée, les frères se sont faits accompagner ensuite pour essayer d'améliorer le fonctionnement (création d'un bureau sur le siège) mais ça n'a jamais fonctionné.

Jacques se félicite d'avoir réagi avant que leurs relations se dégradent, ce qui leur a permis de garder la tête froide au moment de la dissolution. Les deux frères ont ainsi décidé de conserver du matériel de cultures en commun. Aujourd'hui les relations sont bonnes, car même si les deux élevages sont sur le même site, ils n'ont plus de "relation de travail". Les travaux des champs ne se font pas en commun car les différences de rythme des deux élevages compliquent l'organisation.

¹ Pour respecter la confidentialité de l'entretien, le prénom a été modifié.



Quels étaient les éléments qui vous ont motivé à devenir éleveur ?

À la suite d'une formation Certification de Capacité technique Agricole et Rurale (CCTAR), Jacques a travaillé dix mois au Canada puis pendant deux ans comme vacataire à la DDA et à mi-temps pour une entreprise de lutte contre les nuisibles.

"Au départ, je ne voulais pas m'installer". Son père étant maire de la commune, le suivi technique de l'élevage en pâtissait un peu. "C'était une exploitation avec du potentiel mais qui n'était pas valorisée. Peut-être que d'une certaine manière je voulais le prouver". Jacques est aussi attiré par les atouts du métier : "l'autonomie de décision, être son patron, maîtriser l'organisation du travail de A à Z". Il apprécie ce métier en constante évolution, qui permet de toujours s'améliorer, de progresser, "il faut être à la page".

Ayant toujours habité hors du siège d'exploitation, et son épouse n'étant pas du milieu agricole, il tient à une organisation lui permettant de séparer la famille de l'exploitation. "Avoir du temps disponible".

Relance sur le choix de développer l'élevage porcin

"Le porc, c'est un pur hasard !" L'atelier d'engraissement existant, il était logique de développer le naisseur. Le fait de pouvoir valoriser les céréales de la ferme, de maîtriser l'alimentation, d'être autonome intéressait fortement Jacques, qui pourtant n'avait aucune compétence en production porcine. Il lui a fallu se former sur le tas, avec l'aide de son technicien. "Et je ne reviendrais pas en arrière, j'y ai pris goût". Il apprécie particulièrement l'aspect très organisé et structuré de la conduite. Il aime aussi l'espèce "plus nerveux qu'une vache" qui demande une approche très animalière, "sinon, la sanction technique est immédiate", "Il y a plus de contact qu'avec une vache laitière, surtout maintenant avec les robots...".

Jacques apprécie les possibilités constantes d'amélioration technique, et la réactivité de la production ; "voir l'effet sur les performances".

Mais il y a aussi des contraintes ; des tâches qui reviennent régulièrement, qui ne peuvent pas être reportées. Quoi qu'il y ait à faire, "l'élevage reste prioritaire".

C'est une production "très carrée mais exigeante". La performance est importante, pour être bon économiquement, il faut donner "le meilleur des animaux et de l'éleveur".

Jacques se dit de moins en moins attiré par les vaches laitières. Cette production lui semble manquer cruellement d'autonomie. Le suivi sanitaire, la reproduction, la formulation de la ration sont délégués à des prestataires. "En porc, il faut être réactif, donc on fait soi-même. On peut se tromper mais on apprend. Faire soi-même, c'est ça le métier d'éleveur".



Pouvez-vous décrire votre activité, votre organisation ?

Jacques s'occupe de l'élevage porcin et des cultures. Il est aidé par un salarié à mi-temps (2 j/semaine) qui a en charge le lavage des porcheries, et donne un coup de main aux cultures et à l'entretien des bâtiments. Comme il ne peut pas tout faire, Jacques a beaucoup recours à la CUMA (avec ou sans chauffeur).

"Les vacances, c'est pas simple". Trouver quelqu'un pour le remplacer est la principale difficulté de Jacques. Ses enfants ne sont pas intéressés par l'agriculture, donc il ne fait pas appel à eux. Il trouve des solutions de remplacement ponctuel (enfants d'autres éleveurs) ou fait appel au salarié (s'il n'y a que de la surveillance à faire). Les associations de remplacement du secteur n'ayant pas de salarié compétent en porc, la conduite de l'élevage porcin (semaines chargées en activités) ne permet pas de partir longtemps : "1 semaine, 10 jours maximum".

Jacques part une semaine en hiver, "c'est sacré". Cette période de l'année est calme au niveau cultures donc plus facile à organiser. Et puis, le ski, "c'est du dépaysement". En été, les congés sont plus aléatoires : une semaine ou un long week-end et pas tous les ans. L'organisation est compliquée par les moissons, les congés du salarié et la faible disponibilité en main-d'œuvre ponctuelle (les jeunes travaillent en ETA).

Jacques qui assure le travail tous les week-ends, s'organise pour n'avoir que de la surveillance à faire ces jours-là mais doit être en capacité d'intervenir à tout moment sur l'élevage. Son salarié le remplace deux fois par an, lorsqu'il part faire des animations en magasin pour le Label Rouge.

Pour couvrir son besoin en matériel, Jacques fait appel à 3 CUMA. Il est d'ailleurs président d'une d'entre elles.



Pensez-vous que votre activité, votre organisation soit durable ?

"Oui, tout à fait".

Jacques voit plusieurs atouts à son exploitation :

- *"une taille humaine. Avec 65 ha de SAU, je suis petit par rapport aux voisins"*. Il a réduit la taille de l'élevage à 110 truies naisseur engraisseur.
- une production de qualité avec le Label Rouge,
- l'autonomie alimentaire par la Fabrication d'Aliment à la Ferme.
- une partie du travail est déléguée pour assouplir les conditions de travail *"je pourrais ne pas avoir de salarié"*.
- Son organisation du travail et la dimension de son exploitation lui permettent de dégager un revenu sans être débordé. *"Vivre bien, tout maîtriser, sans courir"*.

Depuis 2007, Jacques a beaucoup fait évoluer son exploitation pour y arriver :

- Automatisation des équipements porcins,
- Rationalisation : *"ce que je peux faire et ce que je délègue"*,
- changement de conduite (passage de 7 à 5 bandes) pour avoir deux semaines chargées mais concentrées sur l'élevage et deux semaines plus libres, afin de se rendre disponible pour les cultures ou pour des responsabilités extérieures.

Jacques apprécie ainsi de pouvoir s'impliquer en dehors de l'exploitation, pour *"l'ouverture d'esprit"* que cela procure. Il a été conseiller municipal pendant un mandat, cette période a favorisé les échanges avec la population et les élus, et lui a permis de représenter la profession agricole. Il a également été membre du bureau du syndicat en charge de la station d'épuration de la commune.

Durant son mandat, il s'est attaché à porter les problématiques des agriculteurs telles que :

- la sauvegarde des sièges d'exploitation, plutôt que de devenir des résidences pour les riverains,
- le maintien d'une dynamique de transmission des exploitations agricoles,
- la circulation des engins agricoles au sein de la commune, les aménagements routiers en faveur de la sécurité n'étant pas toujours compatibles,
- la prise en compte des contraintes des agriculteurs concernés par les grands travaux (emprise de terres, chemins d'accès aux exploitations et aux parcelles) de la Ligne à Grande Vitesse (LGV) A ce titre, il juge que sa présence au sein du conseil municipal a été bénéfique car l'entreprise en charge des travaux entretenait plus de relations avec la commune qu'avec les agriculteurs concernés.

Jacques est attaché à la création de produit de qualité (Label Rouge) pour maximiser la plus-value et réduire la dépendance alimentaire de l'élevage. La pression foncière ne facilite pas les choses, mais augmenter ses surfaces permet de sécuriser l'exploitation au regard du plan d'épandage et de l'alimentation des animaux.

Jacques ne voit pas la proximité géographique de son exploitation avec celle de son frère comme une contrainte à l'heure de la transmission. Au contraire, les deux ateliers pourraient être réunis pour faciliter la reprise, d'autant plus que les deux frères sont d'âge proche et qu'aucun de leurs enfants ne se montre intéressé par l'agriculture.

Relance sur le salariat

Le salarié travaille sur une autre exploitation le reste de la semaine. Etant du même âge que Jacques, il partira en retraite en même temps que lui, ce qui évitera à Jacques d'avoir à trouver un remplaçant. La plus grande difficulté selon lui est de trouver le profil adéquat : embaucher un jeune en attente d'installation n'est pas durable, tandis qu'une personne en reconversion, comme son salarié actuel, correspond plutôt à un poste polyvalent. Et encore, "Trouver quelqu'un uniquement pour ces travaux-là (lavages, entretien), c'est très compliqué".

Jacques n'est pas satisfait du recours aux prestataires ; manque de connaissance et de compétences en production porcine, matériel inadapté, coût important et surtout une grande incompatibilité d'agenda avec les exigences de l'élevage. "Dans l'organisation, c'est tel jour et pas un autre. Donc si c'est un jour férié...".



En mettant de côté les paramètres économiques et environnementaux, quelles sont vos préoccupations pour durer ?

Outre l'organisation du travail déjà abordée

La grande problématique des élevages tels que celui de Jacques est de disposer de salariés spécialisés en production porcine pour se faire remplacer pendant les congés ou en cas de maladie et se faire épauler en cas de surcroît de travail. Aucune structure locale (groupement de producteurs, groupement d'employeurs) ne propose ce service. La faible densité d'élevage et les contraintes sanitaires sont des facteurs d'explication. Certains élevages ont également suffisamment de main-d'œuvre familiale. "La difficulté c'est d'être tout seul sur l'exploitation. S'il m'arrive un coup dur, il faut l'envisager, mais c'est très très compliqué".

Jacques a déjà connu un problème de santé sérieux ; "malgré les interdictions d'aller travailler du médecin, j'étais bien obligé d'y aller".

Il a lancé l'idée d'un groupement d'employeurs spécialisé en porc à plusieurs reprises, sans succès à ce jour. C'est un coût important. Il faut trouver un bon gestionnaire.

Relance sur les relations avec le territoire

Les relations avec le voisinage sont bonnes. La commune connaît une forte dynamique de renouvellement des exploitants. Les travaux de la LGV ont pénalisé certaines exploitations qui ont perdu des surfaces, la disponibilité foncière initiale pour la compensation étant limitée. La pression liée au développement des lotissements est plus faible actuellement, le marché étant moins porteur.



Demain, qu'est-ce qui sera important pour que votre exploitation soit toujours durable ?

Selon Jacques, l'exploitation dispose d'un réel atout : sa proximité avec la couronne urbaine du Mans rend possible le développement d'un atelier de transformation et vente directe. La dimension réduite de l'exploitation le permet également. Cependant, un tel projet nécessite de la main-d'œuvre supplémentaire.

Jacques met également en avant la "qualité de vie familiale". Le fait d'être à proximité des centres commerciaux, des infrastructures de santé (15 minutes de l'hôpital) et des activités pour les enfants est très attractif pour un futur repreneur. "On est encore à la campagne mais on est à proximité de toutes les infrastructures".

Jacques "attache une importance énorme" à entretenir de bonnes relations avec les gens de sa commune "tendance écolo". Il donne volontiers un coup de main lorsqu'ils organisent des activités. Jacques partage leur goût pour un environnement de qualité (promenade, activités de plein-air...). "Je ne fais pas que ça [être éleveur de porcs], je fais aussi d'autres activités". Ce bon relationnel permet de faire comprendre les contraintes de l'élevage et de trouver des solutions en cas de problème (salissement des routes...) ; "on évite les conflits, ça sert à rien".

Etape 2 Analyse du contenu avec les six critères



Critère 1 : l'ambiance sociale

• Au niveau de l'individu et du système de production

On note dans l'entretien qu'il y a des contraintes et facilités liées à la structure familiale et de l'exploitation :

A rejoint ses parents sur la ferme familiale

Faute de quota, ils décident de développer l'élevage porcin (pour installer le frère)

Au départ des parents, pas d'association avec un tiers (il aurait fallu des terres et du quota pour que ce soit viable)

La pression foncière ne facilite pas les choses

Autonomie alimentaire par la FAF

Une taille humaine, je suis petit par rapport aux voisins (vu comme atout, a réduit la taille d'élevage)

Ainsi que des contraintes et facilités liées à l'organisation :

Trouver quelqu'un pour le remplacer est la principale difficulté, solutions ponctuelles

Ses enfants ne sont pas intéressés, il ne fait donc pas appel à eux

Nous avons (avec son frère) un vrai problème d'organisation du travail et peut-être d'entente... Nous étions en Gaec sans en avoir les avantages

L'hiver est une période calme, donc plus facile à organiser, mais l'été les congés sont aléatoires

Organisation compliquée par les moissons, le congé du salarié, la faible disponibilité des jeunes

N'aime pas trop partir en week-end car doit pouvoir intervenir à tout moment

Je pourrai me passer de salarié (au pire)... (mais) la difficulté c'est d'être tout seul sur l'exploitation

S'il m'arrive un coup dur, c'est très, très compliqué

Malgré l'interdiction du médecin, j'étais bien obligé d'aller travailler

Idée sans succès d'un groupement d'employeurs : coût important + trouver un bon gestionnaire

Points forts/faibles, atouts/limites du système :

La proximité des deux exploitations n'est pas une contrainte, elle facilitera une reprise

...Mais il faudra un remplaçant au salarié et difficulté pour trouver le profil adéquat

N'est pas satisfait du recours aux prestataires, car...

- manque de compétence
- matériel inadapté
- coût important
- incompatibilité d'agenda

A lancé sans succès l'idée d'un groupement d'employeurs (coût important, trouver un gestionnaire)

• Au niveau de de la filière et du territoire

Contraintes repérées :

Les travaux de la Ligne Grande Vitesse ont réduit la surface de certaines exploitations

La pression des lotissements est plus faible actuellement

Relations avec le voisinage sont bonnes... permet de faire comprendre les contraintes et trouver des solutions

Aménagements routiers pas toujours compatibles avec la sécurité

Sauvegarde des sièges d'exploitation plutôt que de devenir des résidences

Opportunités repérées :

La dimension réduite de l'exploitation et la proximité avec la couronne urbaine sont de réels atouts pour envisager transformation et vente directe

Cependant, un tel projet nécessite de la main-d'œuvre supplémentaire

On est encore à la campagne mais à proximité de toutes les infrastructures... ce qui est très attractif pour un futur repreneur

Critère 2 : Le développement (ou non développement) des compétences, savoirs, moyens d'action

A la suite d'une formation CCTAR, a travaillé dix mois au Canada, puis à la DDA et en entreprise

... logique de développer le naisage (même si) a fallu se former sur le tas

Lui et son frère ont décidé de conserver du matériel de culture en commun

Le porc c'est un pur hasard

Il a fallu se former sur le tas avec l'aide de son technicien, mais je ne reviendrais pas en arrière car j'y ai pris goût

Une production très carrée mais exigeante, il faut donner le meilleur

En porc il faut être réactif, donc on fait soi-même, on peut se tromper mais on apprend, c'est ça le métier

S'organise pour n'avoir que de la surveillance le week-end

A beaucoup recours aux CUMA, est d'ailleurs président de l'une d'elles

Changement de conduite en bandes (pour mieux gérer la charge de travail et les responsabilités extérieures)

Attaché à la création de produit de qualité (Label Rouge) pour maximiser la plus-value

Sécuriser l'exploitation

Les frères se sont fait accompagner pour essayer d'améliorer le fonctionnement du Gaec mais ça n'a jamais fonctionné. Se félicite d'avoir réagi avant que leurs relations se dégradent, gardé la tête froide lors de la dissolution du Gaec.

La période de mandat municipal a favorisé les échanges avec les élus, la population et permis de représenter la profession

Bon relationnel = on évite les conflits, ça ne sert à rien

Critère 3 : L'épanouissement professionnel et personnel (ou pas)

Au départ, je ne voulais pas m'installer... c'était une exploitation avec du potentiel mais qui n'était pas valorisée.

Peut-être que d'une certaine manière je voulais le prouver

Autonomie de décision, être son patron, maîtriser l'organisation du travail de A à Z... Etre à la page... Etre réactif, on fait soi-même (versus les "délégations" à quoi oblige de plus en plus l'élevage bovin).

Vivre bien, tout maîtriser, sans courir

La difficulté c'est d'être seul, s'il m'arrive un coup dur, c'est très, très compliqué (a déjà eu une alerte de santé)

(Choix des porcs) "Le porc, c'est un pur hasard !" : Il y a plus de contact qu'avec une vache laitière... Sanction technique immédiate, production très carrée mais exigeante, il faut donner le meilleur... on peut voir l'effet sur les performances... Etre réactif, on fait soi-même.

Administrateur du groupement et du Label Rouge et président de CUMA

Il s'est attaché à porter les problématiques agricoles

Qualité de la vie familiale et sociale
S'impliquer en dehors = ouverture d'esprit
Une semaine de congé l'hiver, c'est sacré
Je fais pas qu'éleveur, j'ai aussi d'autres activités

On identifie 4 dimensions dans l'épanouissement de Jacques : le défi entrepreneurial, l'approche animalière, l'investissement dans les responsabilités et la vie sociale.

Critère 4 : La mutualisation ou le partage (ou pas)

- **Au niveau de l'individu et du système de production**

A rejoint ses parents sur la ferme familiale
Ils décident de développer l'élevage porcin (pour installer le frère)
Une taille humaine, je suis petit par rapport aux voisins
Mon frère n'a jamais voulu me remplacer le week-end... Nous avons un vrai problème d'organisation du travail et peut-être d'entente, en Gaec sans en avoir les avantages...Le lien c'était les parents
Après le départ de ceux-ci, l'installation d'un tiers n'aboutit pas faute de terre et de quota en plus
Aucun de ses enfants ni ceux de son frère ne se montre intéressé par l'agriculture
Les deux exploitations pourront être réunies pour faciliter la reprise

- **A l'échelle du territoire et de la filière :**

Maintien d'une dynamique de transmission, sauvegarde des sièges d'exploitation
La commune connaît une forte dynamique de renouvellement des exploitants
Présence de Jacques au sein du conseil municipal bénéfique pour équilibrer relations entreprise X commune X agriculteurs
Bon relationnel = on évite les conflits, ça sert à rien, il y attache une importance énorme
Il partage avec les voisins leur goût pour un environnement de qualité
Encore la campagne mais à proximité de toutes les infrastructures
Attaché à la création de produit de qualité (Label Rouge) pour maximiser la plus-value
En tant qu'élu, sauvegarde des sièges d'exploitation

Jacques a contribué à la création de plusieurs outils collectifs (label rouge, CUMA). Plusieurs actions concourent à la transmission à l'échelle du territoire (ex. sauvegarde des sièges d'exploitation).

Critère 5 : La place de l'éleveur dans la communauté locale

A toujours habité hors du siège, son épouse n'est pas du milieu agricole, tient à une organisation qui sépare la famille de l'exploitation
Je fais pas qu'éleveur, j'ai aussi d'autres activités
S'impliquer en dehors = ouverture d'esprit
Les vacances, c'est pas simple, la semaine en hiver c'est sacré

Bon relationnel = on évite les conflits, ça sert à rien, il y attache une importance énorme
Il donne volontiers un coup de main lorsque les voisins (résidents) organisent une activité
Il partage leur goût pour un environnement de qualité

*Il a été membre du bureau du syndicat en charge de la station d'épuration de la commune
Un mandat de conseiller municipal
Présence bénéfique au sein du conseil municipal pour équilibrer relations entreprise X commune X agriculteurs
Maintien d'une dynamique de transmission, sauvegarde des sièges d'exploitation
Son père était maire de la commune*

Les relations avec son frère sont restées bonnes car elles ne sont plus des relations de travail

Jacques accorde de l'importance à clarifier les rôles au sein de la famille, distinguer mais aussi intégrer la partie professionnelle et s'adapter socialement.

Critère 6 : Le positionnement par rapport aux normes et aux sécurités

Jacques joue un rôle de médiateur :

*Présence bénéfique au sein du conseil municipal pour équilibrer relations entreprise X commune X agriculteurs
Relations avec le voisinage bonnes, permet de faire comprendre les contraintes et trouver des solutions
Bon relationnel = on évite les conflits, ça sert à rien, il y attache une importance énorme*

Il promeut plusieurs structures collectives en s'engageant dedans :

*Administrateur du groupement et du Label et Président de CUMA
Attaché à la création de produit de qualité (Label) pour maximiser la plus-value*

Et utilise une stratégie de contournement :

Malgré l'interdiction du médecin, j'étais bien obligé d'aller travailler



Etape 3 Synthèse

Une nouvelle modernité : le travail organisé et distinct de la vie familiale

"**Etre à la page**" C'est ce par quoi, l'interviewé résume son parcours professionnel et social. Son installation a été l'occasion d'affirmer ses motivations, mais il a dû aussi faire des compromis face aux limites structurelles et organisationnelles de l'exploitation, sise en zone de forte pression foncière, péri-urbaine : situation dont on peut aussi tirer parti sur le plan de la qualité de vie (accès aux services) et qui rend possible le développement d'un atelier de transformation-vente directe. Cette phase ne sera toutefois pas le fait de ses enfants, non-intéressés. Il est difficile de déduire si l'exploitant le regrette : d'autant que si son investissement en agriculture est réel, tant au niveau de l'exploitation que des responsabilités syndicales, il est par ailleurs bien intégré au contexte "rurbain" et tient à séparer famille du siège d'exploitation. Vision fonctionnelle, peut-être en réaction aux difficultés qu'avait eues son père à concilier fonctions d'élu et conduite d'exploitation. Pragmatisme affiché, rationalisation et attitude entrepreneuriale colorent en tout cas son discours, autant qu'une sensibilité "sociétale".

Un agriculteur qui s'adapte, médiateur avec l'environnement rurbain

Son installation a répondu à son sens du challenge autant qu'à la nécessité d'intégrer des compromis : limites foncières et structurelles, GAEC familial qui se révèle plus contraignant qu'avantageux. Dans ces conditions, le développement de l'atelier porcin ménage des opportunités et valorise les céréales de l'exploitation. Sans renoncer à augmenter autant que possible ses surfaces, par souci de sécurisation (épandage + alimentation), il s'adapte à un contexte contraint et mise sur une conduite ajustée, mais finalement plus autonome – et gratifiante – que l'élevage laitier. Il réussit à optimiser ses dimensions et son organisation, en jouant de plusieurs registres, dont les Cuma, mais aussi une stratégie commerciale (Label Rouge). La nécessaire dissolution du Gaec avec son frère a été bien négociée. Le recours à un salarié à temps partiel reste indispensable pour assouplir la charge de travail et aussi permettre un investissement dans des fonctions de représentation multivalentes (à la fois professionnelles, citoyennes et sociales). Ces fonctions assoient Jacques dans un rôle de médiateur efficace et contribuent à sa bonne intégration sociale (bien que ses mandats n'aient été que provisoires).

En dépit de ses contraintes (LGV, lotissements), la proximité d'avec la couronne urbaine du Mans est déclinée comme un atout, tant sur le plan économique que social, et Jacques assume apparemment sans complexe cette identité rurbaine ou péri-urbaine.

Deux points de fragilité, à court terme et pour la transmission

A discuter avec Jacques :

- **la forte charge de travail**, gérée sinon à flux tendu, du moins en dépendance de l'appui d'un salarié, permanent ou temporaire. En cas de souci de santé, il ne semble pas avoir de solution.
- **la transmission à venir**. Son exploitation et celle de son frère sont sur le même site : opportunité ou frein pour un repreneur ? De plus, Jacques a une posture d'entrepreneur péri-urbain : il est vigilant aux préoccupations de ses voisins pour éviter les conflits et fait de sa situation péri-urbaine un facteur d'attractivité pour ledit repreneur – conviction réelle ou formule incantatoire ?

ATTENTION :

Point de tension en cas de souci de santé

- Travail seul, expérience d'association douloureuse
- Pas de groupement d'employeurs, faible densité d'exploitations sur le territoire

Point de tension en cas de reprise

- Son exploitation et celle de son frère sont sur le même site
- Potentiel repreneur voudra-t-il reprendre les 2 ateliers ? Aurait-il le capital nécessaire ?

BIBLIOGRAPHIE

- (11) Ballet J., Dubois J-L., Mahieu F-R. *La durabilité sociale comme composante du développement humain durable*. Cahiers du Gratice, 2002. La dimension sociale du développement durable : réduction de la pauvreté ou durabilité sociale ? In : *Le Développement Durable*, IRD, 2002. A la recherche du développement socialement durable : concepts fondamentaux et principes de base. In : *Développement durable et Territoires*. Dossier n° 3, 2004. In : *L'intérêt de l'approche par les capacités pour le développement socialement durable*. Qualitique n° 202, 2008. *L'autre développement, le développement socialement soutenable*. L'Harmattan, 2005.
- (7) Barret Ph., Douillet R., Guihéneuf P-Y. *Productions du groupe « Geysers »*. Beuret J-E. (Ensar). *Le Guide pratique du dialogue territorial : concertation et médiation pour l'environnement et le développement local*. Fondation de France, 2003.
- (19) Bogaard B.K., et al. The sociocultural sustainability of livestock farming: an inquiry into social perceptions of dairy farming. In : *Animal vol. 5 n° 9*, 2011. Social acceptance of dairy farming: the ambivalence between the two faces of modernity. In : *J Agric Environ Ethics*, 2010.
Les travaux du GIS Elevage Demain.
- (12) Callois J-M. Les relations sociales, frein ou moteur de la durabilité : approche par la notion de rayon de confiance. In : *Développement durable et territoires*. Dossier 8, 2006. Méthodologies et pratiques territoriales de l'évaluation en matière de Développement durable. Disponible sur <https://developpementdurable.revues.org/3284>
- (3) Cernea M. M. (ed). *La dimension humaine dans les projets de développement : les variables sociologiques et culturelles*. Karthala, 1998.
- (17) Darré J-P., et al. Pairs et experts dans l'agriculture : dialogue et production de connaissances pour l'action. Erès, 1994. *L'invention des pratiques dans l'agriculture. Vulgarisation et production locale de connaissance*. Karthala, 1996. *La recherche coactive de solutions entre agents de développement et agriculteurs*. Ed. du Gret, 2006.
- (16) Douwe van der Ploeg J. Farming styles research: the state of the art. Workshop in Melk, oct. 2010. Commandeur M. Diversity of pig farming styles: understanding how it is structured. In : *NJAS*. vol.54 n°1, 2006.
- Dubois J-L., Mahier F-R. La dimension sociale du développement durable : réduction de la pauvreté ou durabilité sociale ? In : *Le développement durable ?* Paris, IRD, 2002. Disponible sur : <http://ethique.perso.sfr.fr/duboisamahieu.html>
- (13) Enquêtes Isara. *Projet de recherche Dynamique des territoires laitiers*, 2006.
- (14) Granovetter M. *Le marché autrement. Les réseaux en économie*. Desclée de Brower, 2000. Fukuyama F. *Trust, the social virtues and the creation of prospérité*. The Free Press, N-Y, 1995.
- (9) Grosjean P. La pensée d'Amartya Sen sur le développement. In : *Revue Quart Monde n° 176*, 2000.
- (4) Indice de Pauvreté. Bonheur National Brut (testé au Bouthan!). Happy Planet Index...
- (15) Noe E., Alroe H-F. Farm enterprises as self-organizing systems : a new transdisciplinary framework for studying farm enterprises. In : *International J of Sociology of Agriculture and Food*, 2002.
- (10) Nussbaum M. *Les femmes et le développement humain : l'approche des capacités*. Ed. des Femmes, 2008.
- (22) Osti G. The innovative farmers and their social relationships in some alpine areas of Italy. In : *Savoirs paysans et développement*. Orstom-Karthala, 1991.
- (21) Parra C., Moulart F. La nature de la durabilité sociale : vers une lecture socioculturelle du développement territorial durable. In : *Développement durable et territoires*. Vol. 2, n° 2, 2011. *Dossier Culture et Développement durable, quel ordre social ?*

(23) Petit S. Faut-il absolument innover ? A la recherche d'une agriculture d'avant-garde. In : *Courrier de l'Environnement de l'INRA* (65), 2015.

(2) Polanyi K. *La grande transformation : aux origines politiques et économiques de notre temps*. Gallimard, 1983. (1^{ère} édition en 1944)

(6) Sabourin E. *Organisations et sociétés paysannes. Une lecture par la réciprocité*. Quae, 2012.

(18) Salmona M. *Souffrances et résistances des paysans français*. L'Harmattan, 1994. Droz Y., et al. *Malaise en agriculture*. Karthala, 2014. Nicourt C. *Etre agriculteur aujourd'hui : l'individualisation du travail des agriculteurs*. Quae, 2013. *Critique du travail et fragilisation de l'identité de l'éleveur*. Journées Recherche porcine 37, 2005. Une co-construction territoriale des règles du travail d'éleveur. In : *Economie rurale N° 291*, 2006. Les odeurs d'élevage, textes, conflits et négociations locales. In *Economie rurale n° 260*, 2000.

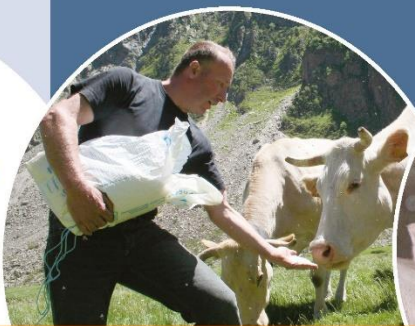
(1) Sébastien L., Brodhag C. A la recherche de la dimension sociale du développement durable. In : *Développement durable et Territoires*. Dossier n° 3, 2004. Vallance S., et al. *What is social sustainability? A clarification of concepts*. *Geoforum* n° 42, 2011.

(5) Sen A. Production abondante d'ouvrages, dont la plupart sont traduits en français. Dont : *Un nouveau modèle économique : développement, justice, liberté*. O. Jacob, 2000. (trad. De « *Development as freedom* »). *L'économie est une science morale*. La Découverte, 2003.

(8) Sen A. *Identité et violence*. Odile Jacob, 2015. Appadurai A. *Géographie de la colère, la violence à l'âge de la globalisation*. Payot, 2009.

(20) Vallaëys F. *Pour une vraie responsabilité sociale : clarifications, propositions*. PUF, 2013.

Wikipédia. https://fr.wikipedia.org/wiki/Amartya_Sen



Porter un autre regard sur l'exploitation, le projet de l'éleveur et son environnement avec la notion de **DURABILITÉ SOCIALE**

LE RMT TRAVAIL EN ELEVAGE

Il développe des approches pluridisciplinaires pour une meilleure prise en compte de différentes dimensions : organisation, productivité, sens du métier.

Le RMT favorise les débats entre acteurs du développement, de la recherche, de la formation et la concrétisation de projets pluripartenariaux. Il amplifie les synergies entre filières herbivores et granivores, entre disciplines, entre territoires et constitue un pôle d'expertise pour les professionnels de l'élevage et les pouvoirs publics.

Le RMT analyse les systèmes d'élevage pour comprendre leurs transformations et les met en perspective par des collaborations à l'international. Il valorise ses acquis en direction de publics divers, organise des rencontres de partenaires, réalise des synthèses et des modules de formation pour conseillers et enseignants, participe à des congrès scientifiques et à la publication d'ouvrages, encadre des thèses, anime des conférences, notamment lors des salons professionnels de l'élevage.

Il regroupe instituts techniques et de recherche, chambres d'agriculture, enseignement supérieur et technique, syndicalisme, soit au total 28 partenaires.

Les publications sont disponibles sur la page Web : <http://rmt-travail-elevage.fr>

Document édité par l'Institut de l'Elevage - 149 rue de Bercy - 75595 PARIS cedex 12
Novembre 2017 - Référence idele : 00 17 601 xxx

Rédaction : Jacques Godet (ISARA Lyon) et Gabrielle Sicard (InterAfocg), avec l'appui de Sylvie Cournut (VétAgroSup), Yves Cariou (Oxymore), Jacques Lasseur (INRA) et Gérard Serviere (Institut de l'Elevage)
Le projet SOCIEL - Analyse de la durabilité sociale des exploitations d'élevage dans leurs territoires, financé par le Casdar, a été réalisé dans le cadre du Réseau Mixte Technologique (RMT) Travail en Elevage

Mise en page : Katia Brulat (Institut de l'Elevage)
Crédit photos :